



8 FEVRIER 2018

**Pour nos libertés, pour nos revendications,
convergeons !**

Le 8 février, la Fédération des Services publics a décidé de répondre favorablement à la proposition de la Fédération des Cheminots d'une action interprofessionnelle unitaire contre la politique du gouvernement.

Tous les secteurs publics et nationalisés sont aujourd'hui menacés de vente à la découpe par le gouvernement Macron-Philippe. Cette offensive contre nos services publics, contre les entreprises publiques passe par une remise en cause massive des règles collectives de gestion, des normes, des statuts des agents et salariés chargés de les faire fonctionner. Territoriaux, cheminots, électriciens et gaziers, enseignants, hospitaliers... nous sommes tous dans la ligne de mire.

C'est pourquoi il nous a semblé essentiel de rejoindre l'initiative de nos camarades cheminots.

Avec les camarades de l'Etat et de la Fonction publique hospitalière, nous avons décidé de nous associer à cette journée autour des thèmes suivants :

- Défense des libertés syndicales, de la liberté d'expression, du respect des mandats syndicaux et du fonctionnaire citoyen ;
- Riposte à l'opération d'enfumage CAP 2022 et à la « conférence territoriale » qui visent à faire avaliser par les citoyens et les organisations syndicales les plans de démantèlement des services publics du gouvernement Macron-Philippe.

Ces deux thèmes étant bien entendu reliés à la campagne pour les élections professionnelles 2018.

Les CSD de la région Ile-de-France sont invitées à mettre en débat cette perspective avec les syndicats et à rejoindre les initiatives prévues le 8 février.

Le rassemblement au ministère (métro Bercy) est prévu à 13 h30 pour développer les thèmes choisis, puis le cortège de nos camarades cheminots rejoindra lui-même le ministère vers 16h.

Montreuil, le 23 janvier 2018